

PRIX DES ABONNEMENTS :
 Suisse
 6 n^{os}. . Fr. 1.75
 12 n^{os}. . Fr. 3.—
 Etranger
 6 n^{os}. . Fr. 2.—
 12 n^{os}. . Fr. 3.60
 Compte Chèques postaux :
 1.5425

L'APPEL CATALAN

Rédaction,
 Administration,
 Publicité :
 54, rue de Lausanne
 GENÈVE
 TÉLÉPHONE
 29.703

LITTÉRATURE . ART . POLITIQUE . ÉCONOMIE . TOURISME

Paroles du maître :

Notre CREDO

... « Maintenant, si le fait de vouloir pour la Catalogne liberté, civilisation, bien-être, c'est aller contre l'Espagne, nous allons contre l'Espagne ; si le fait de désirer des institutions de la terre, formées par des gens de chez nous, avec une pleine liberté d'action pour gérer nos intérêts, c'est aller contre l'Espagne, nous allons contre l'Espagne ; si le fait de vouloir conserver et faire vivre notre droit et vouloir mettre notre langue à sa place d'honneur c'est aller contre l'Espagne, nous allons contre l'Espagne, et non seulement nous y allons, mais nous y sommes allés et nous y irons toujours.

Néanmoins, si l'on pose ainsi le problème de la Catalogne, qu'il soit bien entendu que les séparatistes ce sont eux. Eux, qui rendent incompatible l'intérêt de la Catalogne avec celui de l'Espagne, la langue espagnole avec la langue catalane, le droit espagnol avec le droit catalan, leurs aspirations avec les nôtres. Eux, qui en proclamant le castillanisme comme unique, naturel et véritable espagnol, chassent d'Espagne les Catalans, ainsi que les Basques et les Galiciens.

Il est temps qu'ils s'en convainquent (*s'en convaincront-ils jamais ?* Réd.) : si, pour être Espagnols, nous devons être Castillans, nous ne le serons jamais. Nous ne le voulons pas être. Castillans. Qu'ils le soient, à la bonne heure, ceux qui sont nés en terre de Castille, qu'ils aiment et vénèrent leur langue ; qu'ils y vivent avec leur droit ; qu'ils les conservent amoureusement, leurs mœurs ; qu'ils s'y livrent autant qu'il leur plaira au jeu de l'éloquence. Nous ne voulons pas autre chose que chaque peuple soit constitué et gouverné à sa manière ; et nous ne leur ferons jamais, de cela, aucun grief, alors même que, en suivant des instincts de race, ils se sépareraient chaque jour de l'Europe.

C'est ce que veulent nos concitoyens. Et si d'exprimer cette aspiration est « scandaleux », « attentatoire à l'unité de la patrie », si l'unité de la patrie espagnole est incompatible avec les institutions libres et un gouvernement honnête et une administration droite et intelligente, qu'elle se rompe et s'émiette pour toujours cette unité fatidique, couvant tant et tant d'abus, qui fait impossible les réformes salvatrices...

La vérité est qu'ils ne conçoivent pas (ceux qui « grossissent la boule du séparatisme catalan ») d'autre forme d'Etat que l'unitaire, parce que c'est l'unique forme qui ne mette pas de bornes à leur exploitation (c'est nous qui soulignons, Réd.). Un pays qu'ils ne puissent pas exploiter est un pays perdu. C'est hors l'Etat et hors leur unité nationale, parce que l'Etat ce sont eux, et leur unité nationale, l'égalité de sujétion à leurs vexations. Enric PRAT DE LA RIBA.

Paroles del mestre :

El nostre CREDO

... « Ara, si voler per a Catalunya llibertat, civilització, benestar, és anar contra Espanya, anem contra Espanya ; si desitjar institucions de la terra, compostes de gent de casa, amb plena llibertat d'acció per a regir els nostres interessos és anar contra Espanya, anem contra Espanya ; si conservar i fer viure el nostre dret i reposar en el seu lloc d'honor la nostra llengua és anar contra Espanya, anem contra Espanya ; i no sols hi anem, sinó que hi hem anat i hi anirem sempre.

Però si plantejem així el problema de Catalunya, que consti que els separatistes són ells. Ells, que fan incompatibles l'interès de Catalunya amb el d'Espanya, la llengua espanyola amb la catalana, el dret espanyol amb el dret català, les aspiracions seves amb les aspiracions nostres. Ells, que en proclamar el castellà com a únic, geni i veritable espanyol, treuen d'Espanya els catalans, com els èuscars i els gal·les.

Ja és hora que se'n convenguin (*¿ se'n convenceran mai ?* Réd.) : si per a ésser espanyols hem d'ésser castellans, no ho som ni ho serem mai. No ho volem ésser, de castellans. Que ho siguin enhorabona els qui han nascut en terres de Castella, que l'estimin i venerin, la seva llengua ; que hi visquin, amb el seu dret ; que els conservin amorosament, els seus costums ; que s'hi lliurin tant com vulguin, al joc de l'eloqüència. No volem pas altra cosa que cada poble es constitueixi i governi a la seva manera ; i mai, d'això, no els farem cap càrrec, encara que seguit instints de raça s'anessin separant cada dia d'Europa.

Això és el que vol la nostra gent. I si expressar aquesta aspiració és « escandalós », és « atentatori a la unitat de la pàtria » ; si la unitat de la pàtria espanyola és incompatible amb institucions lliures i govern honrat i administració recta i intel·ligent, que es rompi i s'esmicoli per sempre aquesta unitat fatídica que cova tants i tants abusos i fa impossible les reformes salvadores.

I és que no conceben (els que « engruixen la bola del separatisme català ») altra forma d'Etat que la unitària, perquè és la única que no posa límits a la seva explotació (subratllat per nosaltres, Réd.). Pais que ells no puguin explotar és país perdut, és fora de l'Etat i de l'unitat nacional perquè l'Etat són ells, i la unitat nacional seva, la igualtat de subjecció a les seves vexacions. Enric PRAT DE LA RIBA.

Pour l'Intellectualité catalane

Nous reproduisons le remarquable article publié dans la « Revue Parlementaire », de Paris, par un grand ami de la Catalogne.

Les événements qui se sont déroulés en octobre dernier dans la péninsule ibérique ont laissé beaucoup de Français, surtout des Français du Nord, assez froids ; à la même époque, l'attentat de Marseille était, du strict point de vue faits-divers — hélas ! n'est-ce pas sous cet angle que la plupart des gens envisagent les choses ? — une pâture autrement sensationnelle. Et pourtant, le nombre des victimes qui tombaient en Espagne était considérable. Mais une exacte censure madrilène veillait à renseigner « convenablement » l'étranger et à diriger toutes les indignations contre les adversaires du gouvernement de M. Lerroix. Aujourd'hui, grâce à quelques journaux indépendants des provinces, grâce également à l'excellente publication *Lu* (N^{os} 42, 43, 44, 46, 47, etc.), le public français a pu se former une opinion moins... officielle ; tant il est vrai que nul ne peut plus aujourd'hui élever d'infranchissables murs de silence et de précautions.

Aussi n'est-ce ni sur l'origine, ni sur le caractère, ni sur le développement, ni même sur l'issue des événements d'octobre que nous croyons opportun de revenir ; aussi bien notre qualité de citoyen français nous impose une grande modération à propos de la politique intérieure stricte d'un Etat voisin. Nous voudrions évoquer ici seulement une question humaine — humaine parce qu'elle s'adresse aux sentiments universels d'humanité, et parce qu'elle intéresse tout le monde pensant, toute la conscience et la culture internationales.

On sait qu'en même temps que se déroulait dans le reste de l'Espagne une insurrection à tendances socialistes, à Barcelone, le président de la Généralité de Catalogne, M. Lluís Companys accomplissait un autre geste insurrectionnel en proclamant l'Etat Catalan de la République fédérale espagnole. Nous n'avons pas à connaître ici de l'opportunité ou de la témérité de ce geste, ni des arrière-pensées qui peuvent l'avoir suggéré, ni des circonstances dans lesquelles il s'est produit. Après le gouvernement de Madrid, les agences officielles ont parlé de connivence entre les révolutionnaires espagnols et les autonomistes catalans. C'est un procès que nous ne pouvons ouvrir ici, — d'autant plus qu'il est pendant, là-bas, devant la justice. Mais pour ceux qui connaissent tant soit peu l'Espagne, il est évident que le problème *Fédéralisme ou Centralisme ?* s'y posera toujours avec une acuité plus grande qu'ailleurs, de par la géographie, l'ethnographie et l'histoire de la péninsule ; tout le problème, social ou politique, s'y compliquera toujours d'un problème particulier, régional et même municipal. Lorsque la monarchie fut renversée, en avril 1931, les autonomismes provinciaux — et surtout l'autonomisme catalan — y eurent autant et plus de part que les partis politiques.

Sans revenir sur la question du *Problème national de la Catalogne et sa*

solution par le statut de 1932 (question admirablement traitée par M. Jean Laffre, docteur en droit, dans un livre paru cette année, sous ce titre même, à Montpellier), il faut rappeler que les revendications autonomistes catalanes se heurtèrent aux conceptions unitaires des républicains comme elles s'étaient heurtées à l'autoritarisme de la Monarchie. Ce n'est qu'après dix-sept mois de discussions, en septembre 1932, qu'on aboutit à un compromis qui laissa autant de déceptions dans les cœurs catalans que de rancunes dans les cœurs espagnols. Le voyageur attentif, le simple lecteur de journaux savaient qu'à la moindre occasion ce compromis serait dénoncé, que les Catalans chercheraient à parachever l'œuvre libératrice qu'il esquissait, et que les Castillans n'auraient de cesse que lorsqu'ils auraient ramené la Catalogne au strict droit commun. C'est dans cet état d'esprit qu'entre 1931 et 1934, Madrid et Barcelone ont entretenu des relations apparemment amicales : revendications à réaliser d'une part, concessions à rattraper de l'autre.

Le compromis hispano-catalan, instrument diplomatique connu sous le nom de *statut*, s'appliquait à toutes les parties de la vie publique. Mais où les discussions furent les plus aiguës, sans doute, ce fut lorsqu'il s'agit de régler le sort de l'Université de Barcelone : « L'enseignement étant nationalisé, l'Université m'appartient », proclamait Madrid. « Les divers services publics étant remis à la Généralité autonome, l'administration de l'Université doit m'être dévolue », répondait Barcelone. En réalité, sous ce débat juridique, gisait un procès plus vaste : Madrid tenait à conserver une enclave spirituelle en terres catalanes, un centre de diffusion de la pensée et de la culture castillanes. Pourquoi ? Parce que la Renaissance catalane fut avant tout une renaissance spirituelle et intellectuelle ; le réveil de la Catalogne fut d'abord l'œuvre d'une compagnie de poètes, de philologues, d'historiens, de philosophes, d'artistes, de juristes, groupés dans l'*Institut d'Estudis Catalans* — organisme indépendant et, pendant longtemps, quasi-privé. Peu de *risorgimenti* nationaux offrent le caractère de haute intellectualité du mouvement catalan — lequel, se souvenant toujours de ses origines poétiques et savantes, eut pour premier souci, même avant l'autonomie, d'organiser et de développer la culture. Autour du centre nerveux de l'Université, se livrait donc un combat beaucoup plus général, presque symbolique, entre deux conceptions politiques, philosophiques, spirituelles.

On parvint, ici aussi, à un compromis : l'Université de Barcelone devint autonome, régie par un Comité de Patronage composé de cinq membres nommés par le gouvernement catalan, cinq autres nommés par le gouvernement espagnol, plus le recteur, élu par le Collège des professeurs. Ce Comité fut doublé, pour l'enseignement secondaire et primaire, d'organisations semblables.

L'œuvre culturelle de ces Conseils universitaires est considérable ; un exemple : le Comité de Barcelone aménageait tout récemment dix-huit magnifiques bâtiments — dont certains spécialement édi-

Après les ténèbres...

D'aucuns prétendent que la crise touche à sa fin, d'autres estiment que le pire reste à passer. Nous partageons l'avis des pessimistes. Trop d'erreurs sont à terrasser pour avoir le droit de respirer librement.

Aussi longtemps que les faux dieux domineront le monde, la paix sera un songe du quai Wilson. Nous sommes sous le signe de la confusion provoquée par la chute de doctrines périmées.

Un orgueil fou s'est emparé de tous et de chacun. La chose publique est livrée aux critiques passionnées d'une foule qui croit à son omniscience et ne sait rien.

L'envie est le levier dont use et abuse le démagogue pour dresser ses partisans contre les clans adverses. La haine est le cheval de bataille des luttes pour le pouvoir.

L'avarice a été poussée à ses extrêmes limites par les puissances d'argent, forcées déchainées par un libéralisme qui les émancipa de toute entrave.

La luxure fut l'appât suprême du matérialisme. Sur le chemin de Buenos-Ayres une civilisation s'engagea. Seule la nuit de Walpurgis inspirait une humanité affolée.

La gourmandise hypnotisait les classes dirigeantes et les gens ne mangeaient plus pour vivre, mais pour manger. Ils s'entredévoaient pour la conquête du superflu.

La colère régenta les relations sociales. Pour imposer leurs droits, les puissants devinrent féroces. La liberté était leur apanage exclusif. Ils tuèrent la fraternité.

Et la paresse s'empara des victimes d'un état anti-social qui, en voulant faire de l'homme un dieu, le réduisit en esclavage. Le matérialisme ressuscita le veau d'or.

L'humanité, jetée en pâture aux sept péchés capitaux par des philosophes

ivres de leur personnalité et dépourvus de toute humilité, ne pouvait que se donner des doctrines de mort.

Les autels furent renversés et l'Etat devint l'Eglise d'un troupeau qui se figurait pouvoir transformer la terre en paradis. Il alla à la conquête de l'enfer.

L'Etat moderne est la synthèse de la religion nouvelle. Il voulut reconstruire l'humanité sur le triple plan spirituel, moral et économique. Il enfanta le chaos.

L'Etat moderne se conduira en usurpateur et finira en usurpateur. Il tuera les valeurs spirituelles, disloquera les valeurs morales et détruira les valeurs économiques.

Nous vivons cette liquidation générale. C'est le crépuscule des dieux. Les doctrines échafaudées sur un philosophisme païen s'effondrent dans une crise sans précédent.

L'Etat moderne assiste impuissant à l'écroulement de valeurs spirituelles qu'il crut pouvoir édifier sur les sables mouvants de la connaissance humaine d'une si totale ignorance.

L'Etat moderne considère la débâcle des sciences politiques et morales assises sur la loi du nombre qui sacrifia la qualité à la quantité, accordant la maîtrise aux forces aveugles et indisciplinées.

L'Etat moderne enregistre la banqueroute d'une organisation économique qu'il voulut dominer et qui le domina à tel point qu'il en sauta à l'heure même où il en devint le chef suprême.

La philosophie défia l'individu. L'individu défia l'Etat. L'individualisme fut dévoré par l'étatisme et l'étatisme se dévora lui-même en croyant conquérir le mouvement perpétuel.

Impressionné par les misères d'une époque où la souffrance est l'aboutissement tragique et logique d'un philosophisme malsain, pourquoi ne pas chercher la vérité où elle se trouve ?

Rerum novarum! La vérité réside dans cette magistrale encyclique, complétée par l'encyclique sociale *Quadragesimo anno*. Il faut en convenir si nous ne voulons pas sombrer dans l'anarchie.

Pierre MILLIAIRE.

(Suite du 1^{er} article.)

fiés à cet effet — pour l'œuvre des écoles populaires ; le même comité disposait d'un budget de quinze millions de pesetas et donnait l'enseignement à vingt-cinq mille enfants.

La veille du jour où M. Lluís Companys, président de la Catalogne, accomplissait son geste insurrectionnel, c'est-à-dire le cinq octobre dernier, le siège de la *Palestra*, société patriotique et culturelle de la jeunesse catalane, fut envahi et occupé par les volontaires autonomistes en armes. Or, le président de la *Palestra* est M. Pompeu Fabra, qui était président aussi du Comité de Patronage de l'Université. Oubliant que M. Pompeu Fabra était l'adversaire politique de la majorité au pouvoir à Barcelone (il avait été battu aux élections par l'aviateur Franco — qui, depuis... — soutenu par le parti de M. Companys!), le Gouvernement madrilène prit prétexte de l'occupation de la *Palestra* par les insurgés pour impliquer, vingt-deux jours après,

le 27 octobre, M. Pompeu Fabra dans le « complot » fomenté par M. Companys ! En même temps que son arrestation, Madrid ordonna celle de plusieurs des membres catalans du Comité de Patronage de l'Université. Se trouvent ainsi détenus, à bord du navire de guerre *Uruguay*, ancré dans le port de Barcelone, cinq universitaires¹ qui sont, en même temps que l'honneur de la Catalogne, des notabilités révérees du monde savant tout entier : MM. Pompeu Fabra déjà nommé, vénérable vieillard, le symbole de la Renaissance catalane, philologue éminent de qui les travaux ont rendu à sa patrie — et à la culture universelle — sa langue maternelle désormais restaurée et purifiée ; le Dr Pere Bosc i Gimpera, recteur de l'Université, l'un des premiers préhistoriens du monde, à qui l'Université d'Edimbourg venait de demander pour l'an prochain un cours de préhistoire ; Le Dr Antoni Trias, chirurgien célèbre, professeur à la Faculté

¹ Libérés provisoirement après 2 mois de détention. (Réd.)